



DROIT A UN ENVIRONNEMENT SAIN, PROPRE ET DURABLE

13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, la Belgique a reçu plusieurs recommandations liées à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique (recommandations 36.29 à 36.32). Toutefois, **aucune recommandation n'a porté spécifiquement sur les droits de l'enfant à bénéficier d'un environnement sain**, malgré les effets particulièrement graves de la crise environnementale et climatique sur les enfants.

Depuis lors, **le cadre normatif international a évolué de manière significative**. En 2023, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a adopté l'**Observation générale n°26**, précisant pour la première fois de manière détaillée les obligations des États en matière de protection des droits de l'enfant face à la crise environnementale et climatique. Cette Observation reconnaît explicitement que la dégradation de l'environnement constitue une menace directe pour la jouissance effective des droits consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE). **Dans ce contexte, l'absence de recommandations ciblées lors des précédents cycles de l'EPU apparaît comme un angle mort qu'il convient de corriger lors du présent examen.**

Contexte national

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux atteintes environnementales en raison de leurs caractéristiques physiologiques, de leur stade de développement et de leurs modes de vie. En Belgique, cette vulnérabilité est accentuée par un niveau d'exposition environnementale préoccupant. Selon des données internationales, **la Belgique figure parmi les pays de l'OCDE se situant en dessous de la moyenne européenne en matière de qualité de l'air**. Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a déjà souligné, dans ses observations finales de 2019, l'impact négatif de la pollution atmosphérique sur la santé des enfants, notamment en termes d'asthme et de maladies respiratoires.

La crise climatique accroît ces risques : vagues de chaleur, pics d'ozone, inondations et pollution de l'air affectent de manière disproportionnée les nourrissons, les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, avec des effets potentiellement graves, durables, voire irréversibles sur les droits des enfants, notamment leur droit à la santé. Bien que **la Belgique ait signé en 2022 la Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action pour le climat**, la traduction concrète de ces engagements dans des politiques cohérentes, ambitieuses et centrées sur les droits de l'enfant demeure insuffisante.

Défis et impacts

Les principaux défis identifiés ont des conséquences directes et structurelles sur les droits des enfants :

- **Exposition élevée des enfants à la pollution atmosphérique**, contribuant à l'augmentation des maladies respiratoires, dont l'asthme, et affectant durablement leur santé ;
- **Vulnérabilité accrue aux vagues de chaleur et aux pics d'ozone**, en particulier dans les milieux scolaires, d'accueil et les quartiers défavorisés ;
- Manque de prise en compte systématique des besoins spécifiques des enfants dans les politiques environnementales et climatiques ;
- Absence de reconnaissance explicite du droit des enfants à un environnement sain dans le cadre des politiques publiques et des mécanismes de suivi.



RECOMMANDATIONS

- Mettre en œuvre des mesures ambitieuses, coordonnées et juridiquement contraignantes afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030 (par rapport à 1990), conformément à ses engagements internationaux et à l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles de 2023.
- Renforcer les politiques de lutte contre la pollution atmosphérique, en tenant compte des recommandations des organes des Nations Unies et en assurant une protection accrue des enfants dans leur environnement quotidien (logement, crèches, écoles, transports, etc.).
- Adapter les plans régionaux relatifs aux vagues de chaleur et aux pics d'ozone, afin d'y intégrer systématiquement les besoins spécifiques des enfants, notamment dans les établissements scolaires, les structures d'accueil et les quartiers défavorisés.
- Intégrer explicitement les droits de l'enfant dans les politiques environnementales et climatiques, conformément à l'Observation générale n°26 du Comité des droits de l'enfant.

Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis
severine.acerbis@ncrk-cnde.be



Contact : Marie D'Haese
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.